de Son Eminence le cardinal Taschereau, de Sa Grandeur l'évêque de Chicoutimi, et des honorables L.-F.-R. Masson, F. Langelier et G. Ouimet, qui s'est réuni le 17 mai 1890 au palais cardinalice, a Québec, fait le rapport suivant :

" 1.—Les membres du sous-comité sont unanimement d'avis qu'il est devenu nécessaire d'avoir un nouveau local pour l'école normale Laval, parce que l'édifice qui sert à cette fin aujourd'hui est beaucoup trop petit et dans un état de vétusté qui exige des dépenses considérables de chauffage et des réparations incessantes ;

" 2.—Ils ont estimé entre cinquante et soixante et quinze mille piastres le coût d'un nouvel édifice convenable qui permettrait de recevoir les nombreux candidats qu'on est obligé de refuser aujourd'hui ;

" 3.—Comme le gouvernement peut emprunter à quatre pour cent, cela représenterait, pour le gouvernement, une dépense de \$3.000 par année. La différence en moins entre les réparations que nécessite un nouvel édifice comparé à une vieille bâtisse, étant suffisante pour couvrir le montant qui devrait être mis de côté tous les ans pour l'amortissement du capital, il ne resterait donc qu'à pourvoir aux charges d'intérêts.

" 4.—Le sous-comité s'est permis de suggérer au gouvernement le moyen suivant pour y faire face : on pourrait en utilisant les services des élèves-maîtres pour les écoles du soir, économiser probablement \$3.000 par année, certainement au moins \$2.000.

" Si ce dernier plan n'était pas trouvé praticable, une grande partie du coût de l'édifice projeté serait remboursée par la vente de l'édifice qui sert actuellement d'école normale.

" Enfin le gouvernement possède à Montréal le terrain de l'ancienne école normale Jacques-Cartier, terrain qui est approprié par la loi à la construction d'écoles normales et qui, mis en vente, rapporterait au moins la somme de cent mille piastres \$100.000.

(Signé)

E. A. CARD. TASCHEREAU,
Arch. de Québec,
Président."

Sur proposition de Mgr l'évêque de Sherbrooke, secondé par l'hon. F. Langelier, le rapport ci-dessus est adopté.

Le sous-comité chargé de l'examen des livres classiques fait le rapport suivant qui est adopté, sur proposition de M. le Vicaire-Général Maréchal, secondé par l'hon. F. Langelier :

Sous-comité chargé de l'examen des livres classiques :

Séance du 24 septembre 1890.

" Présents : Son Eminence le cardinal Taschereau, président.

" Mgr l'évêque de Rimouski, Mgr l'évêque de Sherbrooke, M. P.-S. Murphy et le Surintendant.

" Le sous-comité ne croit pas devoir approuver les ouvrages qui suivent :

" 1.—Histoire populaire de l'Eglise du Canada par l'abbé D. Gosselin—édition de 1887,—J.-A. Langlais, éditeur.

" 2.—Abrégé complet d'histoire sainte par l'abbé D. Gosselin—édition de 1886,—J. A. Langlais, éditeur.

" 3.—Abrégé complet d'histoire sainte—troisième cours—par l'abbé D. Gosselin, édition de 1887,—J.A. Langlais, éditeur.

" 4—Chronological and Alphabetical tables of the principal facts of the history of Canada—1492 à 1887 — par l'abbé D. Gosselin, édition de 1887, —J.-A. Langlais, éditeur.

" 5.—Recueil de Devoirs," par B. Lipens, édition de 1890—J.-A. Langlais, éditeur.

" 6—Fautes à corriger"—une chaque jour,—par Alphonse Lusignan, édition de 1890, — C. Darveau, éditeur — Ce livre n'étant pas un livre classique.

" Vu les nombreuses omissions qui ont été constatées dans la géographie éditée par M. Beauchemin, surtout pour ce qui concerne l'éducation dans le Dominion, le sous-comité ne croit pas devoir approuver cet ouvrage.

" Le sous-comité ne croit pas devoir recommander l'usage exclusif des cahiers de calligraphie de J.-A. Langlais.

" Le sous-comité recommande l'approbation du "Petit manuel du cultivateur